



Association Mauritanienne pour le Suivi-Evaluation (AMSE) ETAT DE L'ÉVALUATION EN MAURITANIE

Par Mohamed Fadel Ould. Ahmed
Yahya
Vice président

Nouakchott le 28/07/2011

Introduction



Suite aux

- ❑ Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD),
- ❑ Conférences sur le développement et l'efficacité de l'aide ,de Rome de Paris , de Marrakech et d'Accra
- ❑ Initiative pour l'Afrique, au NEPAD , à l'AGOA
- ❑ Exigences croissantes des partenaires au développement, à la demande pressante de la société civile ,et à une bonne partie de la classe politique.

Prise de conscience de l'importance de la question du renforcement des capacités évaluatives des politiques et programmes publics de développement.

Résultats prise de conscience:

- ❑ Harmonisation des programmes et politiques avec: -le Cadre Stratégique de lutte Contre la Pauvreté(CLSP)- les Programme d'Investissement Public(PIP)- le Cadre de Dépenses à Moyen Terme(CDMT) - les lois annuelles des finances avec **l'intégration de la variante suivi-évaluation.**

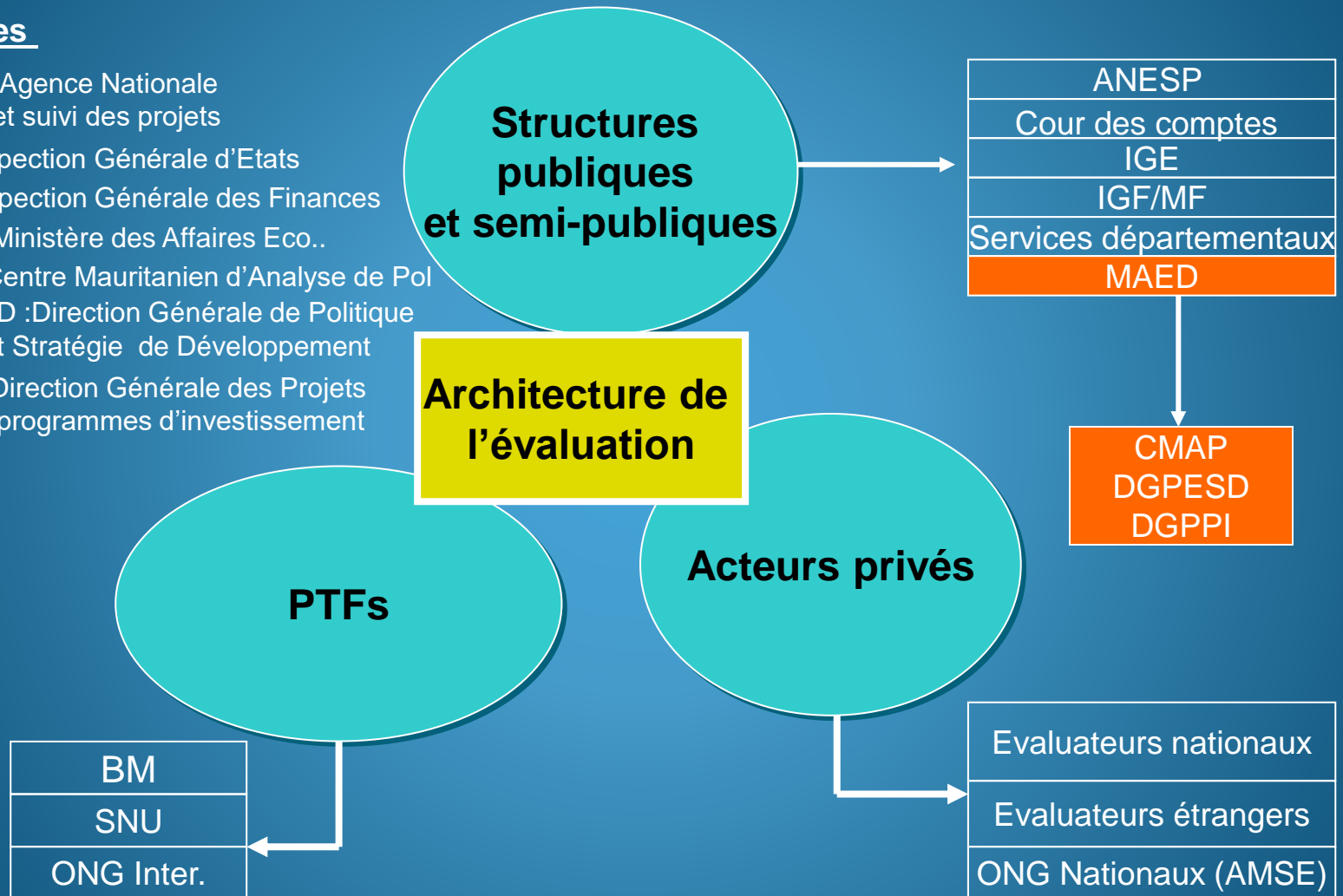


- Mai 2009, réalisation d'une étude sur les capacités évaluatives en Mauritanie suite aux recommandations de l'Atelier régional tenu du 23 au 25 octobre 2004 à Nouakchott sur les processus de suivi -évaluation.
- *Le présent document présente , dans l'ordre: l'architecture du système d'évaluation, la pratique de l'évaluation ,les facteurs déclenchant de l'évaluation, les contraintes, les défis , la réponse aux défis sous forme d'un plan quinquennal de développement des capacités, enfin, des observations sous forme de conclusion.*

I-Architecture de l'évaluation

Acronymes

- ANESP: Agence Nationale d'études et suivi des projets
- IGE: Inspection Générale d'Etats
- IGF: Inspection Générale des Finances
- MAED: Ministère des Affaires Eco..
- CMAP: Centre Mauritanien d'Analyse de Pol
- DGPESD :Direction Générale de Politique Eco et Stratégie de Développement
- DGPPI :Direction Générale des Projets et programmes d'investissement



Caractéristiques: Foisonnement des acteurs, chevauchement des responsabilités ,par fois, au sein de la même direction et faiblesse des ressources , enfin , efficacité tout à fait relative .

II-Pratique de l'évaluation:

Périmètre, méthodologie suivie, ressources humaines, secteurs cibles, résultats , diffusion, catégorie d'évaluateurs, sanctions

1-Périmètre

Le champs d'application de l'évaluation est étendu à pratiquement toute l'activité économique : politique publique économique, Ministère , toutes les sociétés publiques à caractère industriel et commercial , à caractère administratif , les services décentralisés et déconcentrés, les projets, les programmes et sous programmes ...

2-Démarches méthodologiques généralement suivies

Simple entretien individuel et usage de questionnaires : 66%

Analyses quantitatives et focus groupe fourchette de : 39-42%

3-Ressources humaines

54% des entités interrogées disposent de ressources humaines spécifiques pour le S & E de leurs actions (1 sur 2)

La présence d'un service spécifique en charge de la seule évaluation se ramène à 19% soit mois de 2/10

4-L'évaluation est activité permanente ou fréquente

Pour les politiques publique de développement à : 34%

■ Pour les projets et programme à : 66%

■ Des Institutions, au cours des 3 dernières années n'ont pas pratiqué d'évaluation de politiques publiques à 46%

5-Résultats et Impacts de l'évaluation

1- L'évaluation se traduit par des changements à 50%

2- Ajustement des rôles entres commanditaires et bailleurs de fonds

Impacts institutionnels après évaluation à : 38%

6-Diffusion des résultats

Rapports : 12%

Conférence de presse 20%

Possibilité de télécharger les rapport sur le net : 0

7-Evaluateurs utilisés

Evaluateurs externes 54%

Evaluateurs internes 44%(**taux biaisés**)

8-Sanctions

Par ordre de fréquence relevées :

1. Maintien à sa place du fonctionnaire avec demande de restitution de tout ou partie des sommes détournées ,si détournement il y a
2. Le fonctionnaire est tout simplement relevé de ses fonction(parfois provisoirement)
3. Changement tout simplement de mandat
4. Emprisonnement ,rarement sinon jamais , débouchant sur l'organisation d'un procès en bonne et dû forme !

III-Déclanchement du processus de l'évaluation

Nous ne disposons pas de statistiques relatives aux interventions ,ni à leurs fréquences .

La procédure d'évaluation est activée en générale suivant l'organisation et les compétences dont disposent les Institutions en charge de la question

1-Acteurs déclenchant principaux

1-1 Institutions étatiques et assimilées:

Le déclanchement du processus de l'évaluation est à l'initiative des Hautes Autorités: la cour suprême par le chef de l'Etat, l'Inspection Générale d'Etat par le Premier Ministre, l'Inspection Générale des finances , les services suivi-évaluation ancrés dans les départements, par le Ministre des Finances ...

Observation: Ces Institutions sont supposées pouvoir intervenir au vue du programme annuel qu'elles élaborent .

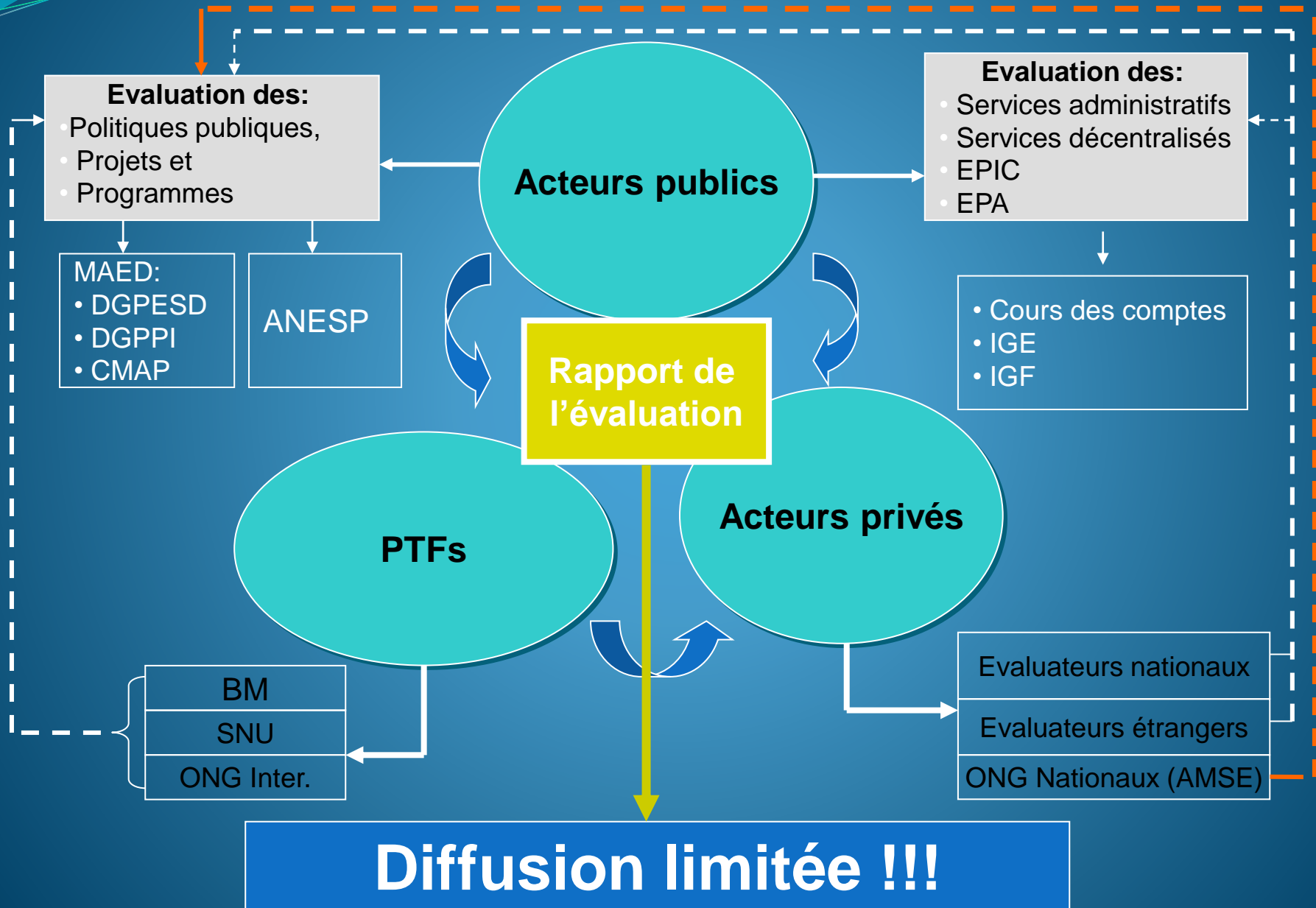
1-2-Organismes , projets et programmes , sur financement extérieur.

Le processus d'évaluation est provoqué par les partenaires au développement lesquels imposent des évaluations parfois annuelles, ex ante , à mi-parcours ou ex post

2-Acteurs déclenchant secondaires

L'évaluation peut, à titre secondaire et circonstanciel ,être provoquée par des acteurs externes comme la presse indépendante, la société civile ou tout simplement la rumeur !

Processus de l'évaluation



IV-Contraintes bloquant l'évaluation

1. **Demande** : non suffisamment formelle
2. **Absence remarquée d'une instance** (fonctionnelle) de supervision de l'évaluation
3. **Ressources humaine** faibles en nombre et en qualité
4. **Ressources matérielles** : Budgets très faibles
5. **Supports** : insuffisants (statistiques...)
6. **Système d'information** balbutiant
7. **Acteurs** : foisonnants et non suffisamment efficaces du côté des institutions étatiques et assimilées; déstructurés du côté des acteurs privés
8. **Rôle des parlementaires , de la société civile et de la presse** : en-deçà du niveau souhaité , par fois complaisant
9. **Facteurs sociologiques**: Poids de la tradition accordant à l'évaluation une dimension d'accusation rejetée par une société dont les membres actifs sont si peu nombreux qu'ils se connaissent presque tous directement ou indirectement.

V-Défis et Plan d'action

1- Défis

Défi 1 *Disposer d'une demande explicite et soutenue*

Nécessité de l'existence d'une demande d'évaluation soutenue des différents acteurs (exécutif, parlement, société civile...)

Réponses à apporter renvoyant à deux facteurs

1-Développement de la culture du résultat(GAR)

2-La bonne gouvernance

Défi 2 *S'appuyer sur un dispositif institutionnel pérenne et adapté au pays :*

L'environnement institutionnel actuel se caractérise par son instabilité, sa politisation, une faible attractivité pour l'expertise nationale, la volatilité des cadres, une difficulté à travailler dans l'interministériel. Dans un tel contexte, l'installation dans la durée d'un dispositif qui réponde aux différents impératifs est un second défi.

2- Plan d'action

Programme : en 2 temps et 4 composantes

Plan détaillé assorti de paramètres de suivi et de contrôle :

Résultats attendus

Actions à entreprendre

Structures responsables du programme

Type de priorité

Période concernée

2 temps : Phase du plan à court terme-Phase à long terme

4 composantes

1. l'adoption d'un cadre général jetant les bases d'une institutionnalisation de l'évaluation des politiques et programmes publics;
2. le renforcement des capacités humaines en évaluation ;
3. l'amélioration des systèmes d'information et de diffusion des données d'évaluation pour aider la décision publique et promouvoir le débat public sur les politiques ;
4. l'organisation et la professionnalisation des activités nationales d'évaluation

Conclusion



- Le système d'évaluation, contrôlé par le seul exécutif, est prisonnier, avant tout, de sa propre logique: Un foisonnement de services avec des mandats flous et dont les compétences s'interfèrent largement, sans organisme central de coordination et d'impulsion .
- Faiblesse des contre-pouvoirs que doivent représenter les élus , la société civile, la presse indépendante.
- Pesanteurs de la société, culture de l'opacité, non reddition des résultats, autant de facteurs qui ne facilitent pas le développement de l'évaluation.
- Les mesures que préconise le plan d'action, sommairement décliné, représentent une panoplie de mesures nécessaires mais non suffisantes. **L'élément catalyseur reste indéniablement la volonté politique**, sans laquelle les mesures suggérées et celles qui le pourraient ,reviendraient à vider un océan à la petite cuillère. Je *vous remercie pour votre attention*